

Session extraordinaire du Parlement en septembre

GROUPE DES DÉPUTÉ-E-S COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

NON À LA PRIVATISATION DE GAZ DE FRANCE !

EN SEPTEMBRE, l'Assemblée nationale examinera le projet de loi de **privatisation de Gaz de France**. C'est une nouvelle tentative du gouvernement, après le CPE, de passer en force, au mépris de l'intérêt général, des droits des salariés et des usagers. Derrière le choix de la privatisation de GDF, c'est bien de la marchandisation de l'énergie et de la recherche de profits maximum pour les actionnaires qu'il s'agit, avec des conséquences néfastes et dangereuses :

- Le prix du gaz a déjà augmenté de plus de 30 % en 18 mois.
- De nouvelles **hausses** sont prévisibles, comme au Danemark (+ 91,5 %) et au Royaume-Uni (+ 80,7 %) où les usagers paient le prix de la déréglementation et de la libéralisation.
- La remise en cause de l'égalité des tarifs et du **droit à l'énergie**.
- La fin de la **maîtrise publique** sur ce secteur industriel stratégique au seul profit de logiques financières.



NON À L'ENVOLÉE DES PRIX DU GAZ !

NON À LA PRIVATISATION DE GAZ DE FRANCE !

OUI À UN GRAND SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE !

OUI À UNE MAÎTRISE PUBLIQUE ET SOCIALE DE L'ÉNERGIE

Les députés communistes et républicains sont déterminés, en s'appuyant sur votre mobilisation et votre action, à faire échec à ce projet de loi. Ils demandent l'ouverture d'un grand débat national et l'organisation d'un référendum. Soutenez leur appel et agissez à leurs côtés pour, tous ensemble :

- faire reculer le gouvernement et obtenir le retrait du texte ;
- défendre un service public renoué, démocratisé et de qualité par le rapprochement des opérateurs historiques, GDF et EDF, redevenus à 100% publics ;
- garantir le droit de chacun à accéder à l'énergie, à partir de moyens de production sûrs et moins polluants, à un prix égal pour tous et donner un coup d'arrêt à l'envolée des prix ;
- préserver l'avenir de Suez par l'intervention d'acteurs publics dans le capital du groupe ;
- assurer la sécurité de l'approvisionnement et l'indépendance énergétique du pays, dans le cadre d'une réelle coopération européenne, en rupture avec la logique actuelle de libéralisation.



M., M^{me}
soutient l'action des député-e-s communistes et républicains et demande au gouvernement de retirer le projet de loi de libéralisation du secteur de l'énergie et de privatisation de Gaz de France.

Adresse :
.....

E-mail :

À retourner au **Groupe des députés communistes et républicains**
Assemblée nationale - 126, rue de l'Université - 75355 PARIS 07 SP
ou par mail : groupe.cr@assemblee-nationale.fr

aux député-e-s communistes de votre région, à un militant ou à un élu communiste de votre connaissance.